



Mesurer le développement durable pour l'après-2015 au Sénégal

Points saillants du rapport

Dr Maam Suwadu Sakho-Jimbira
Dr Ibrahima Hathie
Dr Idrissa Wade
Dr Aminata Niang
M. Madické Niang



Décembre 2015
Dakar, Sénégal

www.post2015datatest.com

Points saillants du rapport

En Septembre 2015, la communauté internationale a lancé un nouveau programme mondial de développement durable qui succédera aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Celui-ci dénommé programme de développement Post-2015 est composé d'Objectifs de Développement Durable (ODD) qui sont déclinés en cibles. Il définira ultérieurement des indicateurs pour accélérer le développement durable et suivre les progrès d'ici 2030. Ce programme est universel, ce qui signifie qu'il s'applique aux pays développés et en voie de développement, tout en donnant à chacun d'entre eux la latitude nécessaire de se conformer à ses propres priorités nationales. Dans ce contexte, des données fiables, actuelles, de haute qualité, et accessibles, notamment pour le public, seront essentielles à la mise en œuvre du nouveau programme et au suivi des progrès, conformément aux appels à une « révolution des données ». Selon les partisans de cette révolution des données, de meilleures données sont le gage de l'élaboration des politiques de développement fondées sur des données probantes ainsi que les efforts pour renforcer la transparence et la redevabilité.

Le présent rapport, produit dans le cadre de l'initiative *Test sur les données du programme de développement après 2015*, vise à contribuer aux discussions sur l'après-2015 et la révolution des données, en analysant comment les ODD pourraient être mis en œuvre et mesurés, et en fournissant des preuves du Sénégal. Il met l'accent sur la façon dont un programme universel pourrait s'appliquer à un pays en développement, en déterminant les principales priorités nationales en lien avec les ODD, en faisant l'état des lieux sur les efforts passés et en cours pour les ODD sélectionnés, en tirant les leçons des OMD, et en présentant les opportunités et défis de la mise en œuvre des ODD, ainsi que les données requises pour suivre les progrès Post-2015 réalisés au Sénégal.

Le gouvernement du Sénégal a réalisé d'importants progrès en internalisant les OMD dans les documents de politique économique et stratégies de développement. Il s'agit, en particulier, du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), du Document de Politique Economique et Sociale (DPES), de la Stratégie Nationale de Développement Economique et Sociale (SNDES) et plus récemment du Plan Sénégal Emergent (PSE). En ce qui concerne les priorités majeures comme la réduction de la pauvreté, dont les statistiques sont produites par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), l'incidence de la pauvreté monétaire a diminué de 67,9 % en 1994 à 46,7 % en 2011, et le pays n'atteindra sans doute pas l'OMD 1 consistant à réduire la pauvreté de moitié d'ici la fin de 2015. Des progrès encourageants ont notamment été réalisés pour les taux d'inscription au primaire, l'égalité entre les garçons et les filles qui fréquentent l'école primaire, la proportion de sièges détenus par des femmes, le taux de mortalité infantile, la prévalence du VIH/sida, et l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement.

Le Sénégal a participé au processus sur l'après-2015. Sous l'initiative du Programme des Nations Unies pour le Développement, le Sénégal figurait parmi les 50 pays choisis pour mener, en 2013, des consultations nationales sur le programme de développement après 2015. Les parties prenantes ont partagé leurs visions du programme de développement après 2015 : éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et assurer la protection de l'environnement et des ressources naturelles. Les Organisations de la Société Civile ont proposé une position commune sous la direction du Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement.

Selon les parties prenantes, les priorités du Sénégal pour l'après-2015 devraient inclure une éducation de bonne qualité, un meilleur système de santé, un gouvernement honnête et responsable, l'accès à de

Principaux résultats

Au Sénégal, la pertinence des ODD étudiés dans le cadre de l'initiative *Test sur les données du programme de développement après 2015* a été confirmée durant les consultations menées à différents niveaux depuis 2013.

Les principaux ODD classés comme très prioritaires pour le Sénégal, à la suite de concertations régionales conduites par le MEDD, sont l'ODD 6 sur l'eau et l'assainissement, l'ODD 15 sur les écosystèmes terrestres, l'ODD 1 sur la pauvreté, l'ODD 2 sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'ODD 13 sur les changements climatiques, l'ODD 7 sur l'énergie, et l'ODD 4 sur l'éducation de qualité.

La disponibilité des données est relativement bonne au Sénégal. Les réformes institutionnelles, faites dans le système statistique national il y a dix ans, ont permis d'améliorer considérablement les capacités statistiques et la disponibilité des données.

Les gaps les plus importants en matière de statistiques concernent les ODD liés à l'environnement, la gouvernance, l'emploi et le Partenariat mondial pour le développement durable.

La disponibilité des données est bonne pour les indicateurs mondiaux sélectionnés, sachant que 91 % ont déjà des données disponibles. Elle est même excellente pour la pauvreté et l'éducation. Cependant, la disponibilité des données reste faible pour les indicateurs mondiaux portant sur la gouvernance et l'environnement.

La disponibilité des données est bonne pour les indicateurs nationaux, avec 64 % d'entre eux ayant déjà des données disponibles. Toutefois, pour les ODD liés à l'emploi et au Partenariat mondial, les données restent faiblement disponibles pour suivre les indicateurs.

l'eau potable et à des services d'assainissement, de la nourriture de qualité à des prix abordables, de meilleures opportunités d'emploi, la protection contre les crimes et la violence, et des mesures de lutte contre les changements climatiques. Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable a tenu des ateliers de concertations régionales en 2015 sur les Objectifs de Développement Durable spécifiques pour le Sénégal. Il ressort que sur les 17 ODD, sept sont considérés comme très prioritaires, à savoir, par ordre d'importance, l'ODD 6 sur l'eau et l'assainissement, l'ODD 15 sur les écosystèmes terrestres, l'ODD 1 sur la pauvreté, l'ODD 2 sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'ODD 13 sur les changements climatiques, l'ODD 7 sur l'énergie, et l'ODD 4 sur l'éducation de qualité. La prise en compte de ces priorités sera d'un apport considérable pour la mise en œuvre de l'agenda de développement Post-2015 au Sénégal, tant à l'échelle nationale que régionale. Toutes les priorités nationales font partie du Plan Sénégal Émergent qui est le document de référence de la politique économique et sociale du Sénégal, déclinant une vision pour l'horizon 2035. Ainsi, une base solide existe pour la définition d'une feuille de route des ODD au Sénégal.

Principaux résultats

L'étude de cas du Sénégal a montré que les ODD choisis par le projet *Test sur les données du programme de développement après 2015* (pauvreté, éducation, emploi et croissance inclusive, énergie et infrastructures, environnement et résilience face aux catastrophes, gouvernance, et partenariats mondiaux pour le développement durable) sont effectivement pertinents dans le contexte sénégalais. La mesure et le suivi des progrès exigeront une disponibilité des données officielles de bonne qualité et au moment opportun, y compris les données désagrégées. L'étude a examiné les problèmes liés aux données pour chaque ODD, plus particulièrement la disponibilité des données pour le suivi des objectifs, des cibles et des indicateurs choisis, la qualité des données, et les dimensions d'économie politique de la révolution des données, y compris celles liées au financement.

Mesurer les progrès du programme de développement après 2015

La disponibilité des données au Sénégal est relativement bonne. Les réformes institutionnelles du système statistique

national (SSN) engagées il y a dix ans, ont permis d'améliorer les capacités statistiques, avec des impacts significatifs sur la disponibilité et la qualité des données.

Les données pour la plupart des indicateurs choisis pour cette étude sont disponibles. L'évaluation de la disponibilité des données a montré que le Sénégal dispose de données pour 91 % des 45 indicateurs mondiaux examinés pour les sept ODD sélectionnés. Autrement dit, les données sont disponibles pour ces indicateurs à partir de sources de données officielles et elles peuvent être facilement obtenues par des manipulations assez simples.

Les gaps les plus importants quant à la disponibilité des données portent sur les ODD relatifs à l'environnement, à la gouvernance, à l'emploi et au Partenariat mondial pour le développement durable. Cependant, il existe des différences sur la disponibilité des données, selon que le suivi porte sur les indicateurs proposés à l'échelle mondiale ou nationale.

La disponibilité des données est excellente pour la pauvreté et l'éducation, car tous leurs indicateurs mondiaux peuvent être mesurés et suivis par des données d'enquêtes ou de sources administratives existantes. Les objectifs liés à l'environnement et à la gouvernance exigeront plus de travail pour une meilleure disponibilité des données ; quelques données étant déjà disponibles pour certains indicateurs alors que pour d'autres des calculs additionnels sont requis.

Environ 64 % des indicateurs nationaux choisis sont déjà renseignés par les sources de données officielles. Cependant, la disponibilité des données reste faible pour les ODD liés à l'emploi et au Partenariat mondial.

En ce qui concerne l'objectif lié à l'emploi, la non-disponibilité des données pour les indicateurs nationaux choisis est principalement liée à l'absence d'une enquête spécifiquement dédiée à l'emploi. Cependant, le Sénégal veut garantir la production régulière de données de bonne qualité sur l'emploi. C'est ainsi que l'ANSD a lancé la première Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal (ENES) en Juillet 2015 qui peut servir de source de données pour renseigner les principaux indicateurs du marché du travail afin de suivre les progrès pour l'après-2015. Par ailleurs, la disponibilité des données pour l'année de référence choisie, à savoir 2010, n'est pas un problème bien que la qualité des données ne soit pas toujours garantie. Ainsi, l'utilisation d'un cadre d'évaluation de la qualité des données s'avère nécessaire.

Les résultats de l'évaluation de la qualité des données pour les indicateurs de chaque ODD, montrent que « la précision et la fiabilité » est le critère d'évaluation le plus problématique ayant les scores les plus faibles, suivi du critère sur « l'opportunité et la ponctualité ». La faiblesse de ces deux critères, surtout « la précision et la fiabilité », peut s'expliquer par la dépendance de l'ANSD par rapport au financement extérieur, puisque les retards entre l'approbation du financement et l'affectation des ressources peuvent avoir d'importantes répercussions sur les activités statistiques initialement prévues. L'ANSD s'appuie

Principaux résultats

Sur le plan de la qualité des données, « la précision et la fiabilité » ainsi que « l'opportunité et la ponctualité » sont les critères les plus problématiques.

La faiblesse de la qualité des données est influencée par les coupes budgétaires qui menacent la durabilité du financement accordé à l'ANSD à partir du budget national. Une autre raison serait liée aux retards probables entre l'approbation du financement du donateur et l'affectation des ressources pour les activités statistiques.

L'objectif sur l'éducation est celui qui dispose de la meilleure qualité de données, suivi par les objectifs liés à la pauvreté, à l'énergie et aux infrastructures, et à l'emploi.

La plus faible qualité des données concerne les ODD liés à la gouvernance, à l'environnement et au Partenariat mondial. Cette faible qualité s'explique par la grande diversité des sources de données requises pour assurer le suivi de leurs cibles et indicateurs.

Principaux résultats

Malgré une disponibilité accrue des données dans l'ensemble, la désagrégation des données à l'échelle locale et sectorielle est insuffisante.

Les données sont particulièrement incomplètes dans le domaine de l'enregistrement des actes d'état civil, ce qui nuit de manière non négligeable à la mesure des progrès pour l'après-2015.

Si l'ANSD veut combler les gaps en matière de données sectorielles désagrégées, elle doit jouer un rôle clé de coordination pour rationaliser et centraliser la gestion des ressources humaines qualifiées au niveau des ministères.

Pour combler les gaps dans les données locales désagrégées, l'ANSD doit promouvoir le renforcement des capacités techniques, financières et humaines dans les principaux bureaux régionaux de la statistique et de la démographie.

Les données d'enquêtes ne sont pas exploitées à leur plein potentiel en raison de la faible anonymisation des microdonnées.

Cette anonymisation permettrait une meilleure utilisation des données d'enquêtes ainsi qu'une utilisation plus rentable des données administratives, afin de vérifier les résultats, renforcer les capacités et encourager les incitations dans les ministères. La disponibilité et la qualité des données en seraient améliorées.

également sur les ressources de l'Etat ; ainsi les coupes budgétaires nationales peuvent menacer la production de données fiables et à jour. Il est donc clair qu'on pourrait faire bien mieux pour l'amélioration de la qualité des données. « La cohérence et la comparabilité » ainsi que « l'accessibilité et la clarté » sont les critères qui ont reçu les meilleurs scores.

Pour l'objectif lié à l'éducation, « la précision et la fiabilité » constitue un défi. La raison est que les indicateurs sur l'éducation sont essentiellement renseignés à partir de données provenant de sources administratives, les données d'enquêtes étant utilisées dans une moindre mesure. Les mécanismes administratifs pour la collecte de données sont limités par diverses contraintes, parmi lesquelles la faiblesse des ressources humaines disponibles, aussi bien en qualité qu'en quantité. Une autre contrainte limitant « la précision et la fiabilité » portent sur les différences de qualité entre les données des sources administratives, notamment celles du Ministère de l'Education Nationale, et les données provenant des enquêtes de l'ANSD.

Quant aux objectifs sur la pauvreté, l'emploi, ainsi que l'énergie et les infrastructures, la qualité globale des données est compromise par « l'opportunité et la ponctualité » ainsi que « la précision et la fiabilité ». La majorité des indicateurs liés à ces trois objectifs s'appuient sur les données d'enquêtes, dont la production est souvent assurée grâce au financement des donateurs. Les retards dans l'affectation des ressources ou le manque de ressources financières pour mener des enquêtes ont des répercussions négatives sur la production de données fiables et au moment opportun.

Les données pour l'objectif lié à l'environnement sont de faible qualité. Cela pourrait s'expliquer par la diversité des sources de données requises pour informer les cibles et les indicateurs, par la faible collaboration entre les entités qui produisent les données environnementales, ainsi que certaines divergences entre les sources de données. Il est encore difficile d'avoir accès à des données environnementales fiables qui soient pertinentes, à jour, désagrégées, cohérentes et comparables. Quant aux autres objectifs, à savoir le Partenariat mondial et la gouvernance, le manque de précision et de fiabilité des données nuit à leur qualité ; une des raisons étant la diversité des sources de données requises pour renseigner les cibles et

les indicateurs. Bien sûr, il y a place à une amélioration de la précision et la fiabilité des données de tous les objectifs de développement durable.

Les gaps les plus importants en matière de données portent sur la désagrégation des données. Les données sont désagrégées par sexe, par âge et aux niveaux infranationaux, comme les régions et les départements, mais elles sont moins désagrégées à d'autres niveaux. Il y a un manque de données désagrégées, et ce malgré les efforts faits en matière de décentralisation et l'existence de bureaux régionaux de la statistique et de la démographie. Ces bureaux ne disposent pas de ressources suffisantes, d'où les difficultés rencontrées à produire régulièrement des statistiques fiables pour suivre des indicateurs pertinents. Pour une mise en œuvre complète de l'Acte III de la Décentralisation, il est important de disposer de données désagrégées pour garantir des processus fiables de planification, de contrôle et d'évaluation des politiques au niveau local. Les capacités humaines, financières et techniques des bureaux régionaux doivent être renforcées afin de collecter, d'analyser et de publier des données désagrégées de bonne qualité à l'échelle locale sous la supervision de l'ANSD.

À l'échelle sectorielle, à l'exception de l'éducation et de la santé, il existe encore des gaps importants en matière de données pour les secteurs, comme la culture, l'environnement, la justice, l'emploi, la gouvernance, le sport et la jeunesse. Les données sont également incomplètes dans le domaine de l'enregistrement des actes d'état civil, ce qui constitue une contrainte majeure à la mesure des progrès pour l'après-2015. Par conséquent, la disponibilité des données désagrégées aux niveaux local et sectoriel sera importante pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de politiques fondées sur des preuves.

Une solution à ce problème serait d'affecter un statisticien à chaque ministère, qui sera chargé de produire des données de qualité, en plus d'assurer la coordination des opérations statistiques sectorielles en collaboration avec l'ANSD. En d'autres termes, la stratégie en matière de données du Sénégal dans le cadre de l'Agenda de développement Post-2015 devrait permettre d'assurer que les ministères disposent de ressources humaines qualifiées, ayant une maîtrise parfaite des outils statistiques ; alors que l'ANSD jouerait un rôle de coordination en rationalisant et en centralisant la gestion des ressources humaines pour la production de statistiques au niveau de ces ministères.

Un autre défi est lié à l'utilisation des données administratives et des données d'enquêtes qui doivent être améliorées afin de permettre un meilleur suivi. Certaines données d'enquêtes ne sont pas exploitées à leur plein potentiel en raison de la faible anonymisation des microdonnées. Cette anonymisation est essentielle pour compiler et manipuler les données brutes afin de générer des données traitées. Cette anonymisation est conforme aux exigences en matière de confidentialité qui garantit aux répondants à l'enquête qu'ils ne seront pas facilement identifiés une fois que les données seront rendues publiques.

Principaux résultats

Les réformes institutionnelles ont amélioré les capacités du système statistique national (SSN) et donné plus de pouvoirs et de ressources à l'ANSD.

Malgré ces réformes, il est toujours difficile de s'assurer de la disponibilité de ressources humaines et financières suffisantes.

En fait, un manque de ressources financières cause souvent un manque de ressources humaines. L'ANSD dépend fortement du budget national du Gouvernement et du financement externe, en plus de ses propres ressources générées par la vente de produits statistiques ou la prestation de services.

Les données ne sont pas toujours ouvertes et accessibles à tous les acteurs, comme elles devraient l'être en tant que bien public.

Principaux résultats

La technologie a joué un rôle prépondérant dans l'amélioration de la disponibilité, de la qualité, du stockage et de la diffusion des données collectées et analysées.

L'utilisation de la technologie a réduit les délais entre la fin de la collecte de données et la disponibilité des résultats préliminaires.

L'utilisation des technologies mobiles a amélioré les données d'enregistrement des actes d'état civil dans certaines régions rurales.

Bien que la technologie joue un rôle prépondérant dans la disponibilité des données pour les zones rurales, les problèmes en matière d'énergie et d'infrastructures fiables représentent des défis.

La technologie moderne a permis l'existence et l'utilisation de sources de données ouvertes. Par exemple, SIG-Stat est un outil de visualisation, disponible sur le site Web de l'ANSD, pour les données cartographiques et socioéconomiques.

L'ANSD a récemment lancé une enquête sur la satisfaction des utilisateurs de données.

Des initiatives doivent être prises pour renforcer les capacités des citoyens à comprendre et à mieux utiliser les données. Cette compréhension des données est essentielle puisqu'elle permet aux citoyens d'exiger davantage de transparence et de redevabilité des décideurs.

L'anonymisation permettrait une meilleure utilisation des données d'enquêtes ainsi qu'une utilisation plus rentable des données administratives afin de vérifier les résultats, renforcer les capacités et encourager les incitations dans les ministères. Par conséquent, la disponibilité et la qualité des données seraient améliorées.

Dimensions d'économie politique

Les réformes institutionnelles faites il y a dix ans ont permis d'apporter d'importantes améliorations au SSN. S'agissant des ressources humaines, le nombre d'employés a plus que doublé, passant de 111 en 2003 à la Direction de la prévision et de la statistique (DPS) du ministère de l'Économie et des Finances à 234 en 2010 à l'ANSD, qui a remplacé la DPS. De plus, l'École Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (ENSAE) a été fondée en 2008 et rattachée à l'ANSD afin de permettre aux étudiants d'acquérir de bonnes compétences en statistique à travers une formation approfondie. Ces étudiants pourraient être recrutés par l'ANSD, les ministères ou d'autres entités du Système Statistique National afin de répondre aux besoins en matière de statistiques.

Malgré ces efforts, l'analyse des dimensions d'économie politique montre que le manque de ressources humaines et financières est une des contraintes du SSN. Les statisticiens seniors sont susceptibles de démissionner du système s'ils trouvent des emplois dans des organisations internationales, qui offrent souvent de meilleurs salaires et des perspectives de carrière plus intéressantes. Ce sont les ministères qui sont les plus touchés par ce manque de statisticiens seniors.

Bien que l'ANSD dépende fortement du budget national et du financement externe, elle peut générer ses propres recettes par la vente de produits statistiques ou la prestation de services. Ainsi, les données ne sont pas toujours ouvertes et accessibles à divers acteurs comme elles devraient l'être en tant que bien public, et ce, malgré les efforts pour améliorer l'accessibilité des données à travers le site Web de l'ANSD.

En ce qui concerne les ressources nationales destinées au financement du SSN, il est ressorti de nos entretiens avec des personnes-ressources de l'ANSD que pour un montant de 13,5 milliards de francs CFA (soit environ 27 millions de

dollars américains¹) requis pour le dernier recensement général en 2013, plus de 90 % provenaient du budget national du gouvernement du Sénégal. Ainsi, les coupes budgétaires impacteront probablement le financement disponible pour l'ANSD et les autres entités du SSN.

S'agissant du financement externe, l'ANSD et d'autres producteurs de données dépendent également de l'assistance des donateurs, qu'elle soit financière ou technique, pour mener leurs activités statistiques. Le financement externe diffère d'un donateur à l'autre. Par exemple, l'USAID offre de l'aide technique à l'ANSD pour mener l'Enquête démographique et de santé à indicateurs multiples au Sénégal, alors que l'Organisation de coopération et de développements économiques et le Service de coopération et d'action culturelle du gouvernement de la France mettent davantage l'accent sur la distribution et l'acquisition d'outils statistiques. Un autre exemple démontrant l'importance du financement externe est la coopération bilatérale entre le Sénégal et le Brésil, qui a prêté 20.200 PDA ou assistants numériques personnels à l'ANSD pour la conduite de son dernier recensement de 2013. Selon une étude sur l'aide provenant des partenaires techniques et financiers, le montant estimé pour les activités statistiques est de 3,8 milliards de francs CFA (7,8 millions de dollars américains) pour la période 2009-2011. La Banque mondiale, l'USAID, l'UNICEF, l'OMS et le FNUAP sont les partenaires techniques et financiers les plus dynamiques concernant le financement des activités statistiques.

D'une part, le financement externe provenant des donateurs peut être bénéfique et aider l'ANSD à faire face à ses contraintes financières sur la production de statistiques. D'autre part, la dépendance à ce financement externe peut avoir des répercussions sur la pertinence des données recueillies. Le financement externe est souvent réservé à la production de statistiques pouvant être utilisées par les donateurs pour assurer le suivi des indicateurs les plus pertinents pour eux. Le fait que le SSN dépende de manière non négligeable du financement externe amène parfois l'ANSD à se concentrer davantage sur les priorités des donateurs au détriment d'activités statistiques initialement prévues. Selon un rapport sur la gouvernance au Sénégal, il est rare que les producteurs de données officielles disposent de leurs propres budgets et la dépendance au financement externe peut causer des retards dans la réalisation de certaines activités statistiques clés. Le financement insuffisant des activités statistiques est considéré comme une des principales contraintes limitant le développement des statistiques au Sénégal.

Il est important de noter le rôle prépondérant que joue la technologie dans les dimensions d'économie politique. La technologie a joué un rôle clé dans l'amélioration de la disponibilité, de la qualité, du stockage et de la diffusion des données recueillies et analysées. Les tablettes, les smartphones et les PDA sont de plus en plus considérés comme des outils essentiels pour la collecte de données d'enquêtes. Les délais dans la publication des résultats préliminaires des enquêtes et des recensements ont été raccourcis par l'utilisation de la technologie, comme lors du recensement de 2013 où les résultats préliminaires étaient disponibles seulement trois mois après la fin de la collecte des données. Un projet pilote utilisant la technologie mobile pour recueillir des données sur les enregistrements des naissances a été conduit, avec la collaboration d'Aide et Action International, une organisation non gouvernementale, d'Orange, une multinationale de télécommunications française, de Nokia, un fabricant de téléphones mobiles finlandais, et des communautés rurales du Sénégal. Les résultats montrent comment l'utilisation de la technologie peut jouer un rôle majeur en renforçant la disponibilité des données sur les enregistrements des naissances et la fiabilité du système d'état civil. Cependant, l'utilisation de la technologie dans les zones rurales reste un défi en raison du manque d'énergie et d'infrastructures fiables, ce qui augmente la probabilité d'une perte de données lors du transfert des informations

¹ Ce montant a été obtenu en utilisant le taux de change suivant : 1 dollar américain = 500 francs CFA

collectées. D'où la nécessité de combiner la technologie et les méthodes traditionnelles de collecte de données, pour augmenter la couverture dans les régions rurales.

De plus, la technologie moderne permet à l'ANSD de publier des rapports statistiques en ligne ; facilitant ainsi un accès à moindre coût aux acteurs. La technologie moderne permet aussi l'existence et l'utilisation de sources de données ouvertes, qui sont ainsi gratuites. Au Sénégal, divers portails sont dédiés aux données ouvertes. Par exemple, le Système d'information géographique-statistique (mieux connu sous le nom de SIG-Stat) est un outil de visualisation gratuit disponible sur le site Web de l'ANSD pour les données cartographiques et socioéconomiques nationales. Dans le but de répondre aux besoins en statistiques des utilisateurs de données et d'améliorer la communication, l'ANSD a lancé en juillet 2015 une enquête sur la satisfaction des utilisateurs. Des initiatives doivent être prises pour renforcer les capacités des citoyens à mieux comprendre et à utiliser les données et les statistiques, puisque cette compréhension des données permet aux citoyens d'exiger davantage de transparence et de redevabilité des décideurs.

Principales recommandations

Des recommandations clés ont été formulées à la suite de l'étude afin de relever les défis du suivi des progrès pour le programme de développement Post-2015 au Sénégal :

- Affecter des statisticiens qualifiés dans les ministères pour assurer une meilleure disponibilité, accessibilité et fiabilité des données produites par les ministères;
- Encourager la production de données désagrégées, compte tenu de la nature inclusive du programme de développement après 2015 (« ne laisser personne de côté ») et du rôle prépondérant que jouent les données désagrégées pour l'élaboration de politiques fondées sur des preuves à différents niveaux;
- Renforcer les capacités humaines, financières et techniques des bureaux régionaux des statistiques et de la démographie, étant donné l'impact positif que cela pourrait avoir sur la disponibilité des données locales;
- Centraliser la gestion des ressources humaines du SSN à l'ANSD afin d'améliorer la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des données;
- Collaborer avec l'École Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique pour renforcer la formation en statistiques, avec le soutien du gouvernement et des partenaires internationaux;
- Promouvoir le dialogue entre l'ANSD et les producteurs de données non officielles afin de trouver des moyens pour que les données non officielles puissent être validées et utilisées pour mesurer les progrès réalisés dans le programme de développement après 2015;
- Limiter la dépendance de l'ANSD au financement externe et encourager la mobilisation des ressources nationales, et des mécanismes novateurs, pour un financement durable permettant d'assurer le suivi du programme de développement après 2015;
- Appuyer la mise sur pied d'un Fonds de développement statistique, une initiative de l'ANSD visant à assurer une meilleure stabilité et prévisibilité du financement de la collecte de données et de la production de statistiques, et permettre à l'ANSD d'être plus autonome, avec plus de ressources et de pouvoirs, et capable de relever les défis financiers ;
- Renforcer les capacités des citoyens à mieux utiliser les données afin de leur donner le pouvoir d'exiger plus de transparence et de redevabilité auprès des décideurs. Une meilleure communication entre les producteurs et les utilisateurs de données est nécessaire pour promouvoir les données axées sur la demande, ce qui peut être facilité par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.